

## Agriculture | Filière avicole dans le rouge : les Landais unis pour faire payer l'Etat



Samedi matin, ils étaient 600 dont 80 élus de tous bords sur la place de Chalosse de Castelnau pour demander au gouvernement d'entendre la détresse des producteurs landais de canards et de poulets dont certains manifestent depuis plusieurs semaines. En jeu, l'indemnisation de l'après 29-mai, date officielle de reprise de production post-vidé sanitaire. Car depuis, par manque de canetons (les accouveurs ayant été décimés), nombre d'éleveurs-gaveurs sont sans aucun revenu pour encore plusieurs semaines, et toute la filière jusqu'aux entreprises de l'aval est impactée.

« Papi et Mamie n'ont plus un rond », la pancarte de deux enfants devant la mairie du village résume l'histoire. Dans ce département qui produit le quart du foie gras français et où 6.000 emplois sont issus des filières gras et volailles, les trésoreries de nombre d'éleveurs-gaveurs qui viennent seulement de recevoir les dernières indemnités pour l'épisode aviaire 2016, sont exsangues.

Pierre Lacroix, de Poyartin, qui a vu ses 11.500 canards sains abattus en janvier et n'a reçu ses nouveaux canetons que le 1er août, est de ceux-là : « Le temps de les élever, on ne reprendra le gavage que mi-octobre avant de pouvoir à nouveau vendre à la fin du mois. Neuf mois sans rien, c'est dur psychologiquement, la trésorerie est très tendue alors qu'on a joué le jeu, on a fait les investissements en biosécurité et tout, alors il faut qu'on nous entende ». A ses côtés, Séverine Hourquebie des Couvoirs de Haute-Chalosse, plaide d'ailleurs pour que les producteurs « puissent toucher le chômage temporairement en cas de crise sanitaire de cette ampleur ».

**L'appel de Chalosse** A cette époque l'an passé, pour oublier le H5N1, l'événement gastronomique des Toqués de Canards autour de Michel Guérard dans le prestigieux Palais Royal à Paris avait remis du baume au cœur à la filière. Aujourd'hui, l'ambiance n'est pas à la fête mais au combat dans l'unité pour que soit accompagnée la difficile reprise d'activité post-H5N8.

Le mot d'ordre de ce « rassemblement républicain » initié par le président du Conseil départemental Xavier Fortinon et le député PS Boris Vallaud, a réuni les syndicats, de la FDSEA/Jeunes Agriculteurs jusqu'au Modéf. Les politiques présents étaient surtout de gauche mais des élus de droite et du centre étaient là aussi, à l'image du maire de Mont-de-Marsan Charles Dayot qui a succédé à Geneviève Darrieussecq, devenue secrétaire d'Etat. « On a un membre du gouvernement dans les Landes, qu'elle porte nos revendications au plus haut sommet de

l'Etat », a dit au micro François Lesparre, président de la FDSEA. Les parlementaires landais En Marche ont, eux, écrit, avec 12 collègues régionaux, un communiqué de soutien à la filière, demandant au gouvernement un « plan de compensation complémentaire ».

Répondant de son côté aux petites phrases du président Macron, Boris Vallaud s'est fait applaudir : « notre message est lancé dans un climat de paix, on ne fout pas le bordel. Nous ne sommes pas des cyniques ni des fainéants mais des gens qui demandent à travailler ! ». « De quoi parlons-nous ? De 30 millions d'euros d'indemnisations ? Décalez de 48 heures la suppression de l'ISF et vous les trouverez les 30 millions ! ». Et le député de lancer « l'appel de la Chalosse au gouvernement : entendez-nous, entendez notre souffrance, notre impatience, notre espérance ».

Avant lui, Fabien Chevalier, DG de la société centenaire Lafitte Foie gras, a estimé que « ne pas être aidé à cause d'arbitrages budgétaires est insupportable, il y a des entreprises qui vont disparaître ». « On entend bien les contraintes techniques de négociations avec Bruxelles mais si l'Etat ne répond pas, on va rencontrer de grandes difficultés, ça devient dangereux », assurait pour sa part Michel Prugue, à la tête du groupe coopératif Maisadour, venu aussi parmi la foule à Castelnau.

Si industriels de la transformation et petits éleveurs traditionnels étaient réunis samedi matin, Serge Mora pour le Modéf, a fait entendre sa petite voix, insistant sur le fait que cette production devait « rester un luxe, un produit de qualité rare, et avec un prix juste donnant une vraie rémunération aux producteurs... »



Julie Ducourau

*Crédit Photo : JD*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 07/10/2017*

*[Url de cet article](#)*